



## La Fédération Syndicale Unitaire d'Alsace dit "Non" au projet de la Collectivité Territoriale d'Alsace :

### Pas de chèque en blanc :

Le projet de Collectivité Territoriale d'Alsace reste très discret sur son volet social et donc les conséquences pour les salariés et les chômeurs. Mais les termes employés, empruntés au discours libéral, laissent entrevoir des lendemains difficiles pour la population alsacienne. Ainsi, c'est au nom de la compétitivité qu'on nous impose le moins-disant social et l'austérité. Des partisans du "oui" et les représentants du patronat se réfèrent volontiers à l'Allemagne où le chômage est moindre, sans préciser que pour l'instant, il n'y a pas de salaire minimum (que revendique le syndicat des services Verdi), et que les travailleurs pauvres y sont nombreux.

Cette Collectivité demandera de nouvelles compétences, p. ex. dans l'éducation, la politique des langues, ce qui entraînerait à terme la fin des programmes et des examens nationaux, et ouvrirait la porte à une éducation régionale, ou encore la gestion de l'orientation (ce que le gouvernement a refusé).

Quant aux économies dans la Fonction Publique Territoriale, elles auront les mêmes conséquences que les suppressions de postes dans la Fonction Publique d'Etat : des services plus éloignés du citoyen, des personnels devant assumer toutes sortes de missions sans y avoir été formés. Conséquences pour les personnels : un mal être au travail, et pour les usagers, un service moins bien rendu. Il suffit d'observer ce qui se passe à Pôle Emploi, à la CAF, ou à la Poste partiellement privatisée.... Les scandaleux accords de "flexisécurité", les négociations sur les retraites complémentaires : tout va dans le même sens, celui d'une diminution des droits et de la protection des salariés, et du niveau de vie de tous.

### Il n'y aucune urgence :

L'acte III de la décentralisation sera mis en place avant la fin de l'année. Strasbourg, Eurométropole, aura des compétences qui pourront entrer en concurrence avec celles de la CTA, sans parler de l'intercommunalité. On s'apprête à remplacer un soi-disant "mille feuilles" par un autre. Qu'économisera-t-on réellement en élus et en représentations ? Pas grand chose.

### Drôle de démocratie :

Les partisans du "oui" ne se gênent aucunement pour utiliser les journaux de la région pour exercer une véritable propagande : dans son numéro de janvier – février 2013 la région titre "faites confiance à l'Alsace, allez voter le 7 avril"; quant au bulletin du Conseil Général 67 (même date) c'est encore plus direct : la quatrième de couverture clame "Oui à la Collectivité Territoriale d'Alsace". Où est la démocratie ?

Ce projet n'offre aucune garantie sociale et fait planer de lourdes menaces sur le droit du travail. C'est pourquoi la FSU appelle la population alsacienne à voter "non" lors du référendum du 7 avril 2013.



Le service public,  
on l'aime, on le défend

FSU 67  
10 rue de Lausanne  
67000 STRASBOURG  
Tél/Fax : 03 88 35 17 16  
Courriel : [fsu67@fsu.fr](mailto:fsu67@fsu.fr)  
Site : <http://sd67.fsu.fr>